

LES CAISSES DE PENSION, LA DÉFORESTATION ET LA CRISE CLIMATIQUE

Les caisses de pension suisses investissent des fonds de prévoyance dans la destruction de forêts tropicales. Ce faisant, elles aggravent la crise climatique et la destruction de la biodiversité. Et elles ne font pratiquement rien pour lutter contre la déforestation.

Ce rapport contient des recommandations aux caisses de pension et aux assurés·es



Table des matières

1. Résumé	3
2. La signification des forêts et ce qui les menace	5
3. La responsabilité des caisses de pension pour préserver nos conditions de vie	9
3.1 Les caisses de pensions peinent à assumer leurs responsabilités	10
4. La coresponsabilité des caisses de pension dans la déforestation	13
4.1 Exemples : analyse d'une sélection de 9 caisses de pension	17
5. Comment les caisses de pension peuvent gérer les fonds de prévoyance de façon durable	20
5.1 Recommandations spécifiques en ce qui concerne la protection des forêts	22
6. Cinq exemples d'entreprises responsables de la destruction de forêts tropicales	25
Bunge : grossiste en matières premières sans scrupule	25
JBS-Friboi : 77 000 bœufs abattus chaque jour	26
Amazon : la transnationale de la vente en ligne qui ne veut rien savoir	27
Industrial and Commercial Bank of China : beaucoup d'argent, pas de directives	28
UBS : mauvaises connexions avec le Brésil	28
7. Voici ce que peuvent faire les assurés·es	29
Voici ce que les assurés·es peuvent revendiquer à l'égard de leur caisse de pension	29
ANNEXE	30
Impressum	36

1. RÉSUMÉ

La destruction accélérée des forêts anciennes constitue une menace existentielle pour nos conditions de vie et donc pour l'humanité dans son ensemble. Elle pousse d'innombrables espèces au bord de l'extinction et aggrave la crise climatique, car les forêts abattues émettent des gaz à effet de serre plutôt que de les capter. Le monde se trouve de ce fait à un point de bascule aux conséquences graves. Si la déforestation ne cesse pas, l'économie mondiale n'atteindra jamais l'objectif zéro émission nette.

Des centaines d'entreprises transnationales accroissent la déforestation par leurs processus de production, leurs chaînes de livraison, leurs produits et leurs services. Ces entreprises doivent immédiatement changer leurs modèles d'affaires. Elles doivent en particulier éliminer de leurs chaînes d'approvisionnement les produits et processus qui se basent sur des matières premières provenant de sites où des forêts ont été abattues, et les remplacer par des produits et processus qui maintiennent nos conditions de vie.

Les acteurs financiers jouent un rôle clé aux côtés des législateurs pour obtenir et accélérer cette transition de la part de ces entreprises, car ils leur fournissent les capitaux dont elles ont besoin. Ce sont en particulier les investisseurs qui ont la responsabilité de s'assurer que ces entreprises mettent immédiatement en place une stratégie de non-déforestation et contribuent par tous les moyens à protéger les forêts et à reboiser là où c'est nécessaire, car ils deviennent copropriétaires de ces entreprises en achetant leurs actions.

En Suisse, les caisses de pensions gèrent une fortune de plus de CHF 1200 milliards (mia). Ce faisant, elles font partie des principaux et plus influents investisseurs sur le marché global des capitaux.

C'est pour cela que Greenpeace Suisse a calculé la part des fonds de prévoyance que les caisses de pension ont investis en moyenne dans des entreprises qui sont particulièrement responsables de la destruction de forêts tropicales. L'organisation écologiste a aussi examiné quelles sont les stratégies et les mesures mises en place par les institutions de prévoyance pour prendre leurs responsabilités en tant que propriétaires de ces entreprises et mettre fin à la déforestation.

Le calcul a montré qu'en 2021, des caisses de pension suisses ont investi plus de CHF 60 mia dans des entreprises fortement responsables de la déforestation à cause de leurs modèles d'affaires et de l'absence de directives. Cela correspond à près de 5% des fonds de prévoyance suisses.

Après avoir examiné les rapports de différentes caisses de pension sur la durabilité et auditionné des spécialistes du secteur, Greenpeace Suisse est en outre arrivée à la conclusion qu'une grande partie des institutions de prévoyance est restée inactive en ce qui concerne les risques de déforestation. Elles ne disposent pas de directives et de pratiques pour éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement des entreprises dans lesquelles elles investissent. Pour y parvenir, elles pourraient utiliser leurs droits de propriétaires (comme les processus d'engagement et le droit de vote). Mais peu d'entre elles le font et si elles le font, ce n'est que pour un très petit nombre d'entreprises. Neuf exemples illustrent cette passivité des caisses de pension.

Il en résulte qu'une personne affiliée à une caisse de pension investit involontairement 5% de sa prévoyance vieillesse dans la destruction des forêts. Elle contribue ainsi involontairement à ce que ces entreprises détruisent leurs propres conditions de vie à l'avenir, ainsi que celles des générations futures.

Conclusion : La plupart des caisses de pensions suisses n'utilisent pas assez les possibilités dont elles disposent, ni n'assument leurs responsabilités d'investisseur pour accélérer et assurer la transition vers une économie durable.

Compte tenu de leurs possibilités et de leur cœur de métier – la prévoyance – les caisses de pension devraient devenir de vraies militantes pour le climat et orienter rapidement leurs stratégies de gestion de fortune en direction de la préservation des conditions de vie. C'est ce que souhaite la majorité des assurés-es.

FOR EXPORT

100%
CRIME

GREENPEACE



2. LA SIGNIFICATION DES FORÊTS ET CE QUI LES MENACE

Les forêts marquent le paysage dans de nombreux endroits sur la Terre. D'innombrables animaux et plantes y vivent, et elles constituent également le lieu de vie de millions d'humains. Les forêts tropicales d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie et les grandes forêts boréales qui font le tour de l'hémisphère Nord constituent de gigantesques stocks de carbone. Les forêts suisses contribuent également au stockage du carbone. Les forêts tropicales ont en outre un effet rafraîchissant sur le climat de notre planète. La destruction des forêts et en particulier des forêts tropicales est fatale pour le climat et la biodiversité, et constitue une menace existentielle pour toute l'humanité.



La destruction des forêts continue sur toute la planète, alors qu'elles ont une fonction de premier plan dans la crise climatique et pour la biodiversité. La forêt pluviale d'Amazonie en est sans doute l'exemple le plus célèbre, le plus spectaculaire et le plus tragique. De nouveaux records de déforestation sont annoncés presque chaque mois.

En Amérique du Sud et en Australie, les forêts sont souvent incendiées pour faire place à l'élevage. L'énorme consommation de viande dans le monde entier nécessite une très grande quantité d'animaux. Les pâturages font ensuite place à des cultures de soja destiné à devenir du fourrage ou du carburant. En Asie, c'est la culture industrielle de palmiers à huile qui constitue la principale cause de déforestation. D'autres forêts sont abattues pour la fabrication de papier de toilette et de mouchoirs en papier. Notre consommation de cacao et de café, le besoin de caoutchouc et l'exploitation minière font aussi pression sur les forêts. A cela s'ajoutent le commerce des matières premières, les abattoirs et l'industrie de la viande. Ils profitent d'une législation laxiste en matière de protection des forêts dans les pays concernés qui ne contrôlent pas ou très peu si les matières premières proviennent d'abattages illégaux. De nombreuses entreprises font en outre régulièrement pression au plus haut niveau politique contre des lois plus sévères.

Cette destruction des forêts vole l'espace vital des populations autochtones et conduit d'innombrables espèces animales et végétales au bord de l'extinction voire à la disparition pure et simple. La disparition des forêts accélère en outre fortement le réchauffement climatique. D'une part parce que les grandes quantités de carbone que les forêts stockent dans leurs troncs et dans leurs systèmes racinaires sont émises dans l'atmosphère lors de l'abattage et d'autre part parce que les forêts abattues ne peuvent plus stocker de carbone. Notre planète perd ainsi son réservoir de carbone.

La forêt pluviale amazonienne est déjà près de son point de bascule. Il y a des indices selon lesquels il pleut moins et que la forêt pluviale peut stocker moins de carbone. On craint même qu'elle commence à émettre plus de CO₂ qu'elle en absorbe. Ce processus irréversible qui se renforce lui-même transformerait la région en steppe, ce qui accroîtrait encore le réchauffement du climat et conduirait à un effondrement écologique. La protection et le reboisement des forêts sur notre planète sont donc essentiels pour freiner la crise climatique et protéger les conditions de vie de toute l'humanité.

Des investissements importants sont nécessaires pour y arriver. Les entreprises qui valorisent des matières premières ou semi transformées provenant de forêts détruites ne doivent pas seulement appliquer une stratégie de non-déforestation et supprimer ces produits de leur chaîne d'approvisionnement. Elles doivent aussi développer de nouveaux produits et de nouveaux modèles d'affaires qui protègent les forêts au lieu de les détruire, et qui proposent d'autres sources de revenus aux éleveurs et aux producteurs d'huile de palme.

Ce sont en fin de compte les propriétaires de ces entreprises qui doivent décider de faire ce changement de stratégie. Parmi eux, on retrouve les caisses de pension suisses qui investissent dans ces entreprises en tant qu'actionnaires.



**La destruction des
forêts, et en particulier
des forêts tropicales
est fatale pour le climat
et la biodiversité et
représente un danger
existentiel pour
l'ensemble de l'humanité.**



3. LA RESPONSABILITÉ DES CAISSES DE PENSION POUR PRESERVER NOS CONDITIONS DE VIE

Les caisses de pension suisses gèrent environ CHF 1200 mia de fonds de prévoyance. Elles font ainsi partie des principaux et plus influents investisseurs de Suisse. Elles investissent l'argent de notre prévoyance dans des milliers d'entreprises et de biens immobiliers dans le monde, et en deviennent de ce fait les copropriétaires. En tant que tel, elles sont coresponsables des dégâts provoqués par la production et l'utilisation des produits, ainsi que par les prestations de ces entreprises.

Beaucoup de ces entreprises émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre lors de la fabrication de leurs produits ou de la réalisation de leurs prestations. Elles émettent aussi d'autres polluants comme des composés azotés qui empoisonnent l'eau potable et augmentent les attaques de nuisibles sur les plantes. D'autres entreprises transforment des quantités excessives de matières premières comme de l'huile de palme et du soja pour leurs produits; ces matières premières sont produites sur des terres obtenues par la déforestation. Les modèles d'affaires de ces entreprises nuisent aux écosystèmes qui constituent la base de nos conditions de vie.

Pour assurer la préservation de ces conditions de vie, il est parfaitement indispensable de limiter le réchauffement du climat à 1.5°C au maximum et à rétablir la biodiversité. La protection et le reboisement des forêts jouent un rôle prioritaire en la matière. Les processus de production, les produits et les prestations de la plupart des entreprises doivent urgemment changer de fond en comble pour atteindre ces objectifs. Les entreprises cotées en bourse dans lesquelles investissent la plupart des caisses de pension suisse, doivent donc réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 8% à 10% par année. Si elles ne le font pas, elles contribueront à un réchauffement de 2.9°C d'ici la fin du siècle¹. Sans cette transition, nous risquons des dégâts irréversibles à la biosphère et au système climatique, et donc à l'humanité et à toutes ses activités économiques. Dans

un tel scénario, le Swiss Re Institute considère que d'ici 2050, l'économie mondiale perdrat environ 10% de sa valeur.²

Pour affronter ce défi, les caisses de pension doivent assumer leurs responsabilités en tant que propriétaires de ces entreprises et faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que « leurs » entreprises orientent à temps leurs modèles d'affaires dans une direction durable. Leurs droits d'actionnaires leur donnent tous les moyens nécessaires pour le faire (voir chapitre 5).

CAISSES DE PENSION SUISSES

En Suisse, ce sont plus de 1500 caisses de pension qui s'occupent de la prévoyance professionnelle (2^e pilier)³. Fin 2020, 4.4 millions de personnes étaient obligatoirement assurées auprès d'une caisse de pension⁴. Ce sont les employeurs qui choisissent la caisse de pension. Les employeurs versent directement les montants dus par les employés aux institutions de prévoyance. Fin 2021, la valeur totale des investissements de la part des caisses de pension suisses se montait à au moins CHF 1222 milliards dont environ 60% étaient investis sur le marché des actions et des obligations⁵. Ce qui fait plus de CHF 700 milliards.

³ https://www.oak-bv.admin.ch/inhalte/Themen/Erhebung_finanzielle_Lage/2021/Bericht_zur_finanziellen_Lage_der_Vorsorgeeinrichtungen_2021.pdf; page 4

⁴ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/soziale-sicherheit/berufliche-vorsorge/einrichtungen-versicherte.html>

⁵ https://www.oak-bv.admin.ch/inhalte/Themen/Erhebung_finanzielle_Lage/2021/Bericht_zur_finanziellen_Lage_der_Vorsorgeeinrichtungen_2021.pdf; pages 4 et 34

¹ <https://www.msci.com/documents/1296102/26195050/NetZero-Tracker-June2022.pdf>

² By mid-century, the world stands to lose around 10% of total economic value from climate change. That is a real scenario if temperature increases stay on the current trajectory, and both the Paris Agreement and 2050 net-zero emissions targets are not met, according to new Swiss Re Institute research. <https://www.swissre.com/institute/research/topics-and-risk-dialogues/climate-and-natural-catastrophe-risk/expertise-publication-economics-of-climate-change.html>



3.1 Les caisses de pensions peinent à assumer leurs responsabilités

Les sondages montrent que la grande majorité des assurés·es souhaite que leur caisse de pension investisse l'argent de leur prévoyance de façon durable. Ils considèrent que les principaux objectifs doivent être la lutte contre la crise climatique et la crise de la biodiversité. Les assurés·es accepteraient même des pertes de rendement pour y parvenir⁶.

Mais ce que les caisses de pensions suisses font vraiment et leur ignorance de la durabilité vont clairement et fortement à l'encontre de l'urgence nécessaire pour faire face à cette crise.

La dernière étude des caisses de pension effectuée par Swisscanto montre que plus de 70% des institutions de prévoyance n'intègrent même pas les principaux critères de durabilité dans leur règlement des investissements⁷.

Et si elles le font, c'est avant tout pour optimiser le risque et le rendement – et pas pour réduire les effets négatifs de leurs investissements sur l'environnement et la société. Seuls 6% ont déjà défini des objectifs de réduction des gaz à effet de serre dans leur portefeuille. L'analyse de l'Alliance climatique arrive à un résultat similaire dans son classement climatique des caisses de pension suisses⁸.

Trop peu de caisses de pension prennent en outre de l'influence sur « leurs » entreprises en exerçant leurs droits d'actionnaires (comme les processus d'engagement et le vote) pour que celles-ci orientent leurs affaires de façon plus durable et plus favorable au climat. Et si elles le font, les institutions de prévoyance ne le font que pour une sélection très restreinte d'entreprises et encore trop souvent de façon trop peu rigoureuse et conséquente. ▶

⁶ Sondages d'AXA 2021 et GfS 2021

⁷ <https://pensionstudy.swisscanto.com/22/de/b-kapitalanlage-und-asset-allocation/>

⁸ <https://www.klima-allianz.ch/klima-rating>

Les caisses de pension qui font usage de leurs possibilités d'intervention les déléguent souvent à des prestataires de service comme leurs gestionnaires de fortune, leurs prestataires de droit de vote ou leurs pools d'engagement. Pour ces derniers, la plupart de ces caisses de pension suivent les programmes d'engagement de la Fondation suisse pour le développement durable Ethos ou de l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR) et appliquent leurs recommandations de vote. L'influence des pools d'engagement est toutefois encore limitée, parce qu'ils ne dialoguent qu'avec une petite sélection d'entreprises transnationales. La rigueur et la conséquence de la stratégie d'escalade sont souvent trop peu compréhensibles ou alors insuffisantes.

Par son Ethos Engagement Pool (EEP International),⁹ Ethos entretient un dialogue direct et structuré avec 79 entreprises et participe à d'autres initiatives d'engagement collectives. Seules environ 70 caisses de pension font pour le moment partie d'EEP International. Elles ne représentent qu'un quart des fonds gérés par les caisses de pension suisses. L'ASIR collabore avec des organisations partenaires pour effectuer des processus d'engagement et d'exclusion¹⁰. Malheureusement, trop peu d'institutions de prévoyance y participent. L'ASIR ne représente que 8 caisses de pension qui totalisent des actifs d'environ CHF 150 mia. La qualité des processus d'engagement de l'ASIR est en outre difficile à évaluer du fait des informations publiques et il manque une définition précise¹¹ des entreprises sur lesquelles de l'effet est exercé.

La façon dont les gestionnaires de fortunes et les prestataires de droits de vote exercent leur influence en faveur d'un développement durable et s'ils le font est difficilement compréhensible. Il n'y a en effet que très peu de caisses de pension qui publient les noms de leurs mandataires. Elles ne publient pas non plus si ces prestataires doivent prendre en compte les droits de propriétaires des institutions de prévoyance dans le sens de la durabilité.

Il faut admettre que ce n'est pas le cas s'il n'y a pas de mandat clair dans ce sens, car même les plus grands gestionnaires de fortune ne font pas usage de tous leurs droits de vote, même pas en ce qui concerne les entreprises pertinentes. Les grands gestionnaires d'actifs (asset managers) suisses que sont UBS et

Credit Suisse n'ont ainsi pas exercé leurs droits de vote en ce qui concerne JBS-Friboi, une entreprise d'origine brésilienne et une des principales transnationales de l'industrie de la viande, qui représente environ un quart du marché mondial du bœuf et qui est coresponsable de la déforestation de l'Amazonie¹².

Cette passivité de la part des caisses de pension suisses dans l'orientation de leurs portefeuilles comme dans la prise en compte des droits des propriétaires soutient en fin de compte le statu quo de l'économie mondiale ; elle ne nuit pas seulement au climat, elle est catastrophique.



⁹ https://www.ethosfund.ch/sites/default/files/2022-04/EEPI_AR_2021_short_DE.pdf

¹⁰ https://www.svfk-asir.ch/fileadmin/user_upload/documents_de/svfk-asir_engagement_ausschlussprozess_de.pdf

¹¹ https://www.svfk-asir.ch/fileadmin/user_upload/documents_de/rz02_svfk-asir_normative_basis-de.pdf

¹² Credit Suisse : <https://vds.issgovernance.com/vds/#/MTE0MjA=/>, UBS: <https://vds.issgovernance.com/vds/#/MjU0/>

An aerial photograph showing a large area of a tropical forest that has been cleared. A deep, reddish-brown dirt road or track cuts through the deforested land, showing clear signs of heavy machinery use. To the right of the road, many tall, thin, vertical tree stumps stand upright, indicating selective logging or tree felling. The surrounding forest is dense with green foliage and various tree species.

**Les caisses de pension
doivent faire tout
leur possible en tant que
propriétaires de ces
entreprises pour qu'elles
cessent immédiatement
leurs activités nuisibles.**

4. LA CORESPONSABILITÉ DES CAISSES DE PENSION DANS LA DÉFORESTATION

Greenpeace Suisse a voulu examiner les responsabilités des caisses de pension suisses dans un domaine pertinent à la fois pour la crise du climat et de la biodiversité. Pour ce faire, l'organisation écologiste a fait une estimation de leurs investissements dans des entreprises particulièrement responsables de la déforestation de forêts tropicales. Et elle a recherché les mesures que ces caisses de pension prennent pour faire cesser la déforestation. Greenpeace Suisse arrive à la conclusion que des caisses de pension suisse soutiennent la destruction de forêts tropicales avec au moins CHF 60 milliards. Cela correspond à près de 5% des fonds de prévoyance suisses. L'analyse montre en outre que les caisses de pension n'utilisent pratiquement pas leurs droits de propriétaires pour modifier le comportement nuisible de ces entreprises.



La protection et la reconstitution de forêts sont parmi les mesures les plus importantes et les plus urgentes pour endiguer la crise climatique. C'est ce que souligne le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis sa création et dans son dernier rapport spécial sur le changement climatique et les systèmes terrestres¹³. La destruction des forêts n'en continue pas moins d'avancer (voir chapitre 2). Ce sont des centaines d'entreprises et d'instituts financiers qui en sont responsables, car elles encouragent la déforestation par leurs chaînes d'approvisionnement.

Dans ce contexte, Greenpeace Suisse a voulu savoir dans quelles mesures les caisses de pension suisses sont impliquées dans la déforestation par les actions qu'elles détiennent. Elle s'est concentrée pour cela sur la déforestation de forêts tropicales comme les forêts pluviales d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie et a produit une étude à ce sujet.

Son estimation est conservatrice, car elle se base sur des participations moyennes dans l'actionnariat et montre que les caisses de pension suisses investissent actuellement environ ▶

¹³ <https://www.ipcc.ch/srccl/>

CHF 60 mia dans des entreprises qui exercent une pression particulièrement élevée sur les forêts tropicales à travers leurs modèles d'affaires et l'absence de directives appropriées. Ces entreprises sont coresponsables de façon déterminante de la destruction accélérée des forêts tropicales.

Les sommes investies dans de telles entreprises correspondent à au moins 5% des fonds de prévoyance suisses. Pour une personne assurée de façon moyenne et qui travaille jusqu'à sa retraite, cela signifie que sa caisse de pension a investi dans de telles entreprises environ CHF 40 000 du capital économisé. Une personne qui se trouve au début de sa vie professionnelle investit involontairement chaque mois au moins 5% de son fonds de prévoyance dans des entreprises qui auront largement détruit les forêts tropicales d'ici sa retraite, si on ne les arrête pas avant.

Les résultats sont pourvus de la mention « au moins », car il faut s'attendre à ce que les caisses de pension suisses aient investi des sommes bien plus élevées dans la destruction des forêts tropicales que ce que montre l'estimation de Greenpeace Suisse. Des sommes supplémentaires sont probablement investies dans des emprunts des mêmes entreprises, ainsi que dans des obligations de pays dont la législation laxiste encourage la déforestation de forêts tropicales.

Gestion des risques insuffisante et pratiquement pas de prise d'influence

Un examen des rapports sur la durabilité et l'analyse des déclarations de spécialistes de la branche permettent de penser que les institutions de prévoyance suisses ne disposent généralement pas et n'appliquent donc pas de directives et de pratiques claires pour éliminer la déforestation des chaînes d'approvisionnement des entreprises dans lesquelles elles investissent. L'utilisation de leurs droits d'actionnaires au moyen de processus d'engagement et par leurs votes leur permettraient pourtant de faire pression sur la direction des entreprises concernées. Mais elles ne le font pratiquement pas.

On distingue pourtant des approches dans ce sens chez quelques caisses de pension qui décluent le travail d'engagement à des prestataires comme la Fondation Ethos et l'ASIR. L'ASIR n'a toutefois pas de programme spécifique destiné à éliminer la déforestation¹⁷. Et aucun document public disponible ni une de-

mande spécifique, ne permet de comprendre si les risques liés à la déforestation font partie de son programme d'engagement complet, et si c'est le cas, de quelle façon.

Ethos va plus loin que l'ASIR, car elle a publié des exigences claires et efficaces en matière de déforestation dans son programme d'engagement international¹⁸. Ces exigences ne s'adressent toutefois qu'à 7 entreprises pour le moment¹⁹. Soit seulement à une petite fraction des plus de 140 entreprises dans lesquelles investissent les caisses de pension suisses et qui ont aussi des risques élevés de déforestation dans leurs chaînes d'approvisionnement.

D'autres caisses de pension exercent éventuellement de l'influence sur les entreprises concernées à travers leurs gestionnaires de fortune ou leurs prestataires de droits de vote. Mais les stratégies d'investissement ou de durabilité des caisses de pensions ne comportent pratiquement pas d'indication sur l'obligation faite à ces prestataires d'exercer de l'influence sur les entreprises dans lesquelles elles investissent pour qu'elles fassent cesser la déforestation.

Le fait qu'UBS qui est la principale gestionnaire de fortune de Suisse ne dispose que d'une évaluation insuffisante de ses propres directives en matière de déforestation²⁰ permet de penser qu'elle n'exerce pas suffisamment sa capacité à influencer les entreprises dans lesquelles elle investit.

Méthodologie : estimation du manque de transparence

Comme les caisses de pension suisses ne publient pas leurs investissements, Greenpeace Suisse a effectué une estimation conservatrice au moyen d'éléments connus. Pour ce faire (et pour le dire simplement) la part moyenne d'action des caisses de pension suisses dans différents indices d'actions comme MSCI-World, SPI et MSCI Emerging Markets a été multipliée par le poids en bourse des 141 entreprises (voir annexe) qui ont un risque de déforestation particulièrement élevé¹⁴. Ces 141 entreprises ont été choisies dans les bases de données publiques de Forest500¹⁵ et Forest & Finance¹⁶ qui cotent les entreprises et banques transnationales en fonction de leurs directives en matière de déforestation dans leurs chaînes d'approvisionnement. Les détails concernant la méthodologie se trouvent en annexe.

¹⁴ basé sur les Policy-Assessments de Forest500 et Forest & Finance.

¹⁵ <https://forest500.org/rankings/companies>

¹⁶ <https://forestsandfinance.org/data/>

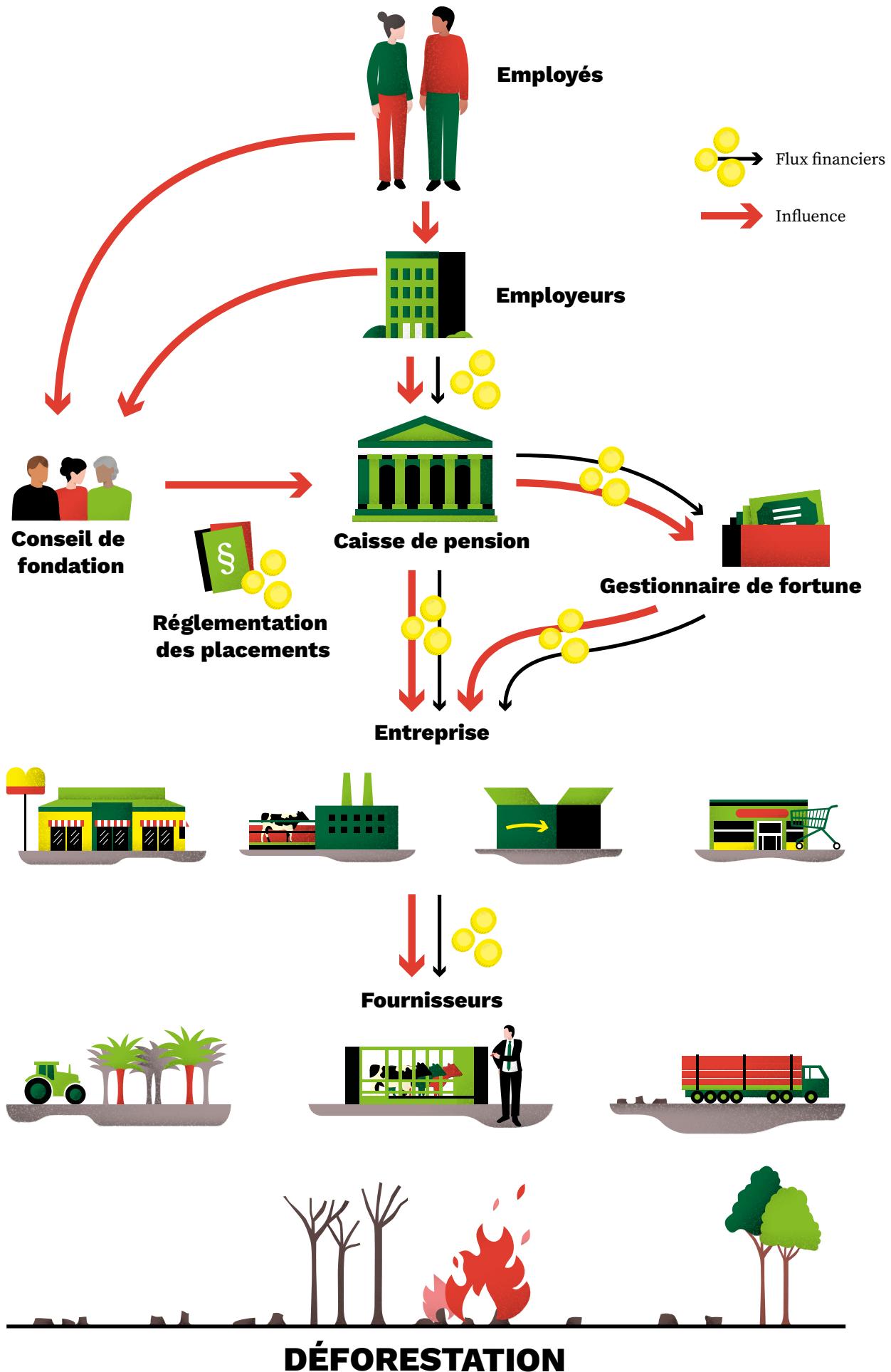
¹⁷ https://www.svvk-asir.ch/fileadmin/user_upload/documents_eng/svvk-asir_engagement_exclusion_process_en.pdf

¹⁸ <https://ethosfund.ch/de/news-und-publikationen/veroeffentlichungen-und-berichte>

¹⁹ <https://www.shareholdersforchange.eu/ethos-foundation-launches-an-engagement-project-to-fight-deforestation/>

²⁰ <https://forest500.org/rankings/financial-institutions/ubs>, <https://forestsandfinance.org/bank-profile/?bank=UBS>,

Flux financiers et influence – des assurés·es à la déforestation



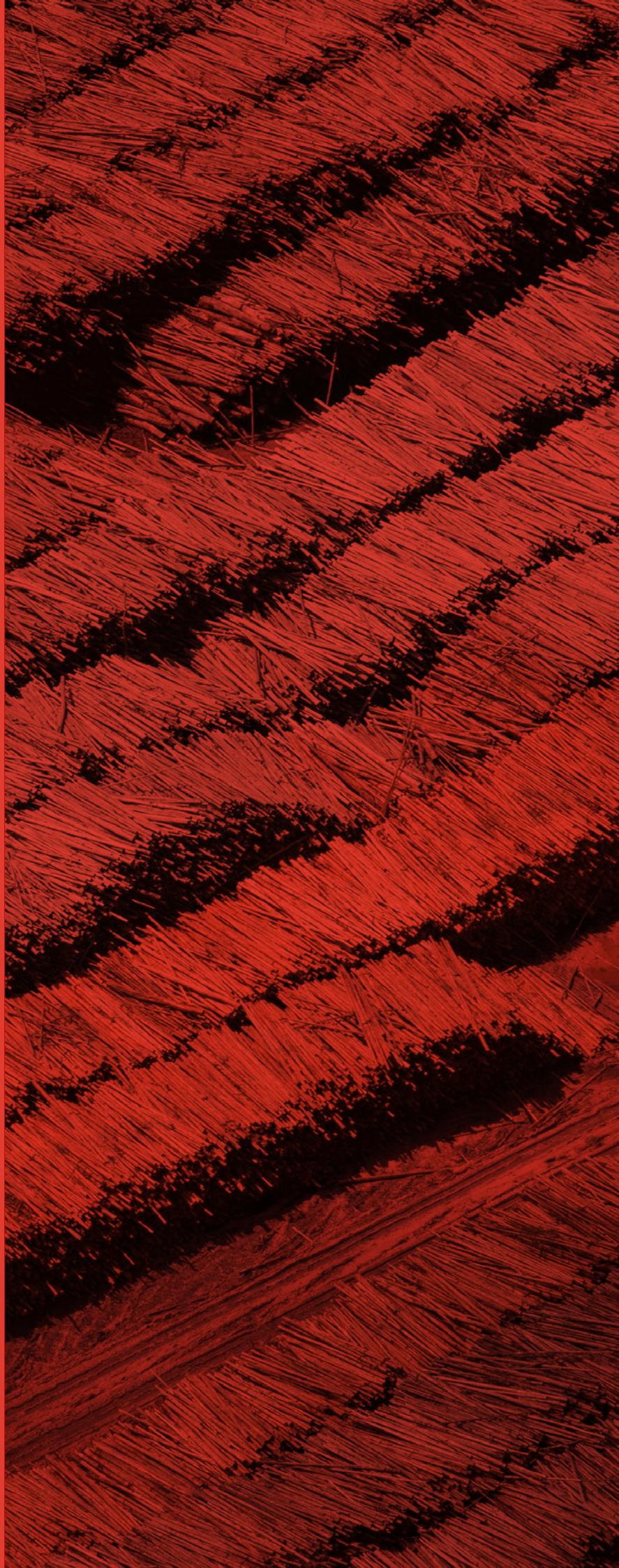
An aerial photograph showing a large agricultural field that has been cleared of its original forest cover. The field is marked by numerous curved, reddish-brown tracks from heavy machinery, creating a pattern of concentric arcs across the landscape. A single, narrow strip of dense green forest remains along the right edge of the field, serving as a stark contrast to the deforested area. The surrounding terrain appears to be a mix of other agricultural fields and natural vegetation.

Une personne qui se trouve au début de sa vie professionnelle investit involontairement chaque mois au moins 5% de son fonds de prévoyance dans des entreprises qui auront largement détruit les forêts tropicales d'ici sa retraite, si on ne les arrête pas avant.

4.1 Exemples: analyse d'une sélection de 9 caisses de pension

Greenpeace Suisse a effectué une analyse approfondie de 9 des plus de 1500 caisses de pension suisses pour montrer avec des exemples concrets comment elles font face au problème de la déforestation. Le choix a été effectué dans le but de faire le portrait d'une palette large et représentative des caisses de différents secteurs économiques. Les institutions de prévoyance sélectionnées font toutes partie de la moyenne en matière de taille et de compatibilité climatique selon le rating climatique de l'Alliance climatique²¹.

Méthodologie: L'évaluation a porté sur les actifs de même que sur les informations publiques disponibles (en ligne) comme les directives, les règlements, les rapports annuels et les procès-verbaux de votation. Cette évaluation a été effectuée en juin 2022.



²¹ <https://alliance-climatique.ch/campagnes/caisses-de-pension/>

Nom de la caisse de pension	Investissements dans des entreprises avec un risque élevé de déforestation selon l'estimation effectuée	Exclusions d'entreprises à cause d'un risque de déforestation élevé	Les directives publiées contiennent-elles des indications selon lesquelles il faut exercer les droits des propriétaires (voting & engagement) dans le sens d'une stratégie de non-déforestation ?	Y a-t-il de la transparence en ce qui concerne l'application des droits des propriétaires (comportement de votation, objectifs et progrès d'engagement, mandats aux prestataires) ?	Entreprises prises en compte	Impact Investing en relation avec la déforestation
Caisse de pension de La Poste	Plus d'un demi-milliard de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Informations insuffisantes</u> : Engagement à travers l'ASIR ; comportement de votation en ce qui concerne les entreprises étrangères en partie selon Ethos.	<u>Insuffisant</u> : Exercice du droit de vote pas avéré pour les entreprises étrangères, transparence insuffisante en ce qui concerne les exigences d'engagement et les progrès de la part d'ASIR en la matière.	Poste Suisse SA et les entreprises qui lui sont proches	Pas trouvé d'information à ce sujet.
GastroSocial	Plus d'un demi-milliard de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Non</u> : Pas trouvé d'information en ce qui concerne l'engagement ni en ce qui concerne le comportement de vote.	<u>Pas de transparence</u> : Pas d'engagement ni de comportement de vote compréhensible chez les entreprises étrangères.	Plus de 20'000 entreprises affiliées dans le domaine de la gastronomie et de l'hôtellerie ²²	Pas trouvé d'information à ce sujet.
Caisse de pension du Canton de Bâle campagne (blpk)	Plus d'un demi-milliard de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Insuffisant</u> : Engagement à travers l'ASIR ; pas d'indication sur la façon dont les droits de vote doivent être pris en compte chez les entreprises étrangères.	<u>Insuffisant</u> : Exercice du droit de vote pas avéré pour les entreprises étrangères. Transparence insuffisante en ce qui concerne les exigences d'engagement et les progrès en la matière de la part d'ASIR.	Les institutions publiques et les entreprises cantonales comme l'Université de Bâle	Pas trouvé d'information à ce sujet.
CPV/CAP caisse de pension Coop	Plus de 100 millions de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Non</u> : Pas trouvé d'information en ce qui concerne l'engagement ni en ce qui concerne le comportement de vote ; exigences ESG floues à l'égard des gestionnaires de fortunes externes.	<u>Pas de transparence</u> : Pas d'engagement ni de comportement de vote compréhensible chez les entreprises étrangères (ce dernier annoncé pour 2021).	16 entreprises affiliées, en particulier des entreprises faisant partie de la coopérative Coop ²³	Depuis 2015 Waldinvestment «Timberland» pour un montant de CHF 170 mio en tant que part des investissements alternatifs, les détails ne sont pas vérifiables ²⁴ .
comPlan caisse de pension Swisscom	Plus de 100 millions de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Insuffisant</u> : Engagement à travers l'ASIR ; comportement de vote en ce qui concerne les entreprises étrangères en partie selon Ethos.	<u>Insuffisant</u> : Exercice du droit de vote avéré de façon incomplète pour les entreprises étrangères ; transparence incomplète en ce qui concerne les exigences d'engagement et les progrès en la matière de la part d'ASIR.	Swisscom, filiales et affiliées ²⁵	Pas trouvé d'information à ce sujet.

²² <https://gastrosocial.ch/de/ueber-uns/unternehmensportrait>

²³ https://www.cpvcap.ch/de/downloadfile/6244077803392/Gesch%c3%a4ftsbericht%202021%20D_extern.pdf; page 16

²⁴ https://www.cpvcap.ch/de/downloadfile/625416488293a/Nachhaltigkeitsbericht%202021_extern_D.pdf; page 28

²⁵ <https://www.pk-complan.ch/de/ueber-uns/organisation.html#organisation-angeschlossene-unternehmen>

Nom de la caisse de pension	Investissements dans des entreprises avec un risque élevé de déforestation selon l'estimation effectuée	Exclusions d'entreprises à cause d'un risque de déforestation élevé	Les directives publiées contiennent-elles des indications selon lesquelles il faut exercer les droits des propriétaires (voting & engagement) dans le sens d'une stratégie de non-déforestation ?	Y a-t-il de la transparence en ce qui concerne l'application des droits des propriétaires (comportement de votation, objectifs et progrès d'engagement, mandats aux prestataires) ?	Entreprises prises en compte	Impact Investing en relation avec la déforestation
Caisse de prévoyance du personnel de la Ville de Berne PVK	Plus de 50 millions de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Approches disponibles :</u> Engagement international à travers Ethos chez 7 entreprises ; les droits de vote chez des entreprises étrangères ne sont pas pris en compte.	<u>Approches disponibles :</u> Exercice du droit de vote des entreprises étrangères n'est pas avéré (car pas effectué). Exigences d'engagement claires de la part d'Ethos à l'égard de 7 entreprises ; progrès de l'engagement par entreprise pas compréhensible chez Ethos.	Commune de Berne et autres entreprises du Canton de Berne, p. ex. Polit-Forum Bern ²⁶ , Gurtenbahn Bern AG ²⁷ , BERNMOBIL, Kornhausforum	Pas trouvé d'information à ce sujet.
Caisse de pension de TX Group	Plus de 50 millions de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Non:</u> Pas trouvé d'information en ce qui concerne l'engagement ni en ce qui concerne le comportement de vote.	<u>Pas de transparence :</u> Pas trouvé d'information en ce qui concerne l'engagement ni en ce qui concerne le comportement de votation.	TX Group AG avec des entités d'entreprise comme Tamedia, 20 Minuten, Goldbach et Ricardo AG, ainsi que d'autres entreprises proches.	Pas trouvé d'information à ce sujet.
Caisse de pension de Manor	Plus de 50 millions de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Non:</u> Pas trouvé d'information en ce qui concerne l'engagement ni en ce qui concerne le comportement de vote.	<u>Pas de transparence :</u> Pas trouvé d'information en ce qui concerne l'engagement ni en ce qui concerne le comportement de votation.	Employés-es de la chaîne de grands magasins Manor ²⁸	Pas trouvé d'information à ce sujet.
Caisse de pension de la Ville de St-Gall	Plus de 50 millions de francs	Pas trouvé d'indication à ce sujet.	<u>Approches disponibles :</u> Engagement international à travers Ethos chez 7 entreprises ; les droits de vote chez des entreprises étrangères ne sont pas pris en compte.	<u>Approches disponibles :</u> Exercice du droit de vote chez les entreprises étrangères n'est pas avérés (car pas effectué). Exigences d'engagement claires à travers Ethos à l'égard de 7 entreprises actives dans la déforestation. Progrès de l'engagement par entreprise pas compréhensible chez Ethos.	Entreprises publiques et privées comme Theater St. Gallen, Alters- und Pflegeheim Lindenhof et Evang.-ref. Kirche St. Gallen.	Pas trouvé d'information à ce sujet.

²⁶ <https://www.polit-forum-bern.ch/das-polit-forum-bern/>

²⁷ <https://www.gurtenpark.ch/>

²⁸ <https://careers.manor.ch/personalreglement/de/02-reglemente-nach-bereich/08-vorsorge/pk-manor-vorsorgereglement-d.pdf>

5. COMMENT LES CAISSES DE PENSION PEUVENT GÉRER LES FONDS DE PRÉVOYANCE DE FAÇON DURABLE

Une gestion d'entreprise durable signifie satisfaire les besoins du présent de façon à préserver les conditions de vie des générations futures.
Cela implique que l'entreprise agisse dans les limites qu'offre la planète.

Elle doit avant tout le faire dans les domaines dans lesquels il y a déjà eu un dépassement des limites supportables ou celles où un dépassement risque de se produire en ce qui concerne le climat, la biodiversité, l'exploitation des sols et les cycles biochimiques de l'azote et du phosphore. Cette façon de faire durable permet d'assurer la pérennité des conditions écologiques et celle de la prospérité économique actuelle et future.

Pour assurer ces conditions, les caisses de pension doivent veiller à ce que les entreprises dont elles sont copropriétaires adaptent leurs modèles d'affaires à un développement durable. Leurs chaînes d'approvisionnement, leurs processus de production, leurs produits et leurs prestations doivent être compatibles avec une économie durable, et contribuer simultanément à la durabilité de l'économie dans son ensemble, et donc aussi de la société.

Les investisseurs dont font partie les caisses de pension peuvent le faire de différentes façons :

Une stratégie durable efficace porte sur les champs d'action suivants :

- **Orientation complète du portefeuille vers la durabilité.** Cela se fait en principe par une orientation systématique des entreprises investies en fonction d'une durabilité effective et planifiée (Impact Materiality). Il est stratégiquement impératif de décarboner le portefeuille selon les principes de la « Net Zero Asset Owner Alliance »²⁹ qui contribue à ce que les émissions des entreprises investies soient au moins réduites de moitié d'ici 2030 puis ramenées à zéro net avant 2050 conformément à l'objectif d'un réchauffement climatique maximal de 1,5°C.

- **Propriété active : Engagement et vote.**

La plus grande partie de la décarbonation et de la durabilité doivent être atteintes³⁰ par des engagements complets et conséquents dans TOUTES les entreprises investies.

- Lorsque la caisse de pension ne peut pas assumer une propriété active elle-même, elle doit la déléguer à des prestataires et s'assurer qu'ils effectuent ce mandat (gestionnaire de fortune, pools d'engagement etc.).
- **Les meilleures normes d'engagement et d'exercice du droit de vote** doivent être appliquées pour cela (Change or Divest).³¹
 - Fixation d'objectifs claire avec des buts intermédiaires mesurables et des délais.
 - Publication de la stratégie d'escalade : les conséquences doivent être mesurables et négatives pour la direction.
 - Regroupement avec d'autres investisseurs et propositions de résolutions communes (shareholder activism).
 - Exercice du droit de vote conséquent et complet.
 - Lorsque les buts ne sont pas atteints : désinvestissement communiqué publiquement.
- La participation à des initiatives d'actionnaires et à des pools d'engagement exerce un effet de soutien³².



²⁹ <https://www.unepfi.org/net-zero-alliance/>

³⁰ Best Practice, pour mesurer quelle partie de la décarbonation du portefeuille a été atteinte par un rééquilibrage se nomme « Rebaseling », comme le fait le fonds de pension suédois AP2 : <https://www.responsible-investor.com/rebaselining-unrealistic-or-key-to-assessing-real-economy-decarbonisation/>

³¹ <https://www.responsible-investor.com/engagement-standards-essential-to-avoid-ca100-greenwashing-warns-shareaction>

³² Ethos Engagement Pool, Share-Action Investor Decarbonisation Initiative, SVVK, Climate Action 100+, PRI, Influence Map, ShareAction

- **Investir dans des solutions (investissements directs, impact investments).** Des investissements directs permettent de contribuer concrètement à un développement durable dans le cadre des possibilités légales. Les investissements dans l'extension des énergies renouvelables (de préférence dans des pays du Sud), dans une économie agricole et forestière durable, ainsi que dans des « nature based solutions » pour une lutte et une adaptation socialement acceptable contre le réchauffement climatique, et pour une restauration de la biodiversité. Des impact investments doivent aussi permettre d'atteindre d'autres objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals, SDGs) de l'ONU.

- **Rendre ses propres installations durables.** Les caisses de pension possèdent d'innombrables objets immobiliers en Suisse et à l'étranger. Investir dans l'assainissement énergétique des bâtiments pour aller en direction de bâtiments zéro-émission et construire de nouveaux bâtiments zéro-émission a un effet important et doit contribuer à ce que d'ici 2030, les émissions du secteur immobilier diminuent de 50%. Le parc immobilier permet aussi de promouvoir les objectifs sociaux et sociétaux de la durabilité (mixité sociale et culturelle, inclusion, égalité des chances).

- **Plaidoyer en faveur d'un développement durable.** Les caisses de pension doivent notamment orienter tout leur comportement politique et sociétal en fonction de leurs objectifs de durabilité – que ce soit dans le cadre de leur engagement politique et sociétal ou dans le choix des prestataires externes comme les gestionnaires de fortune. Ces derniers sont particulièrement bien placés pour encourager la durabilité d'une caisse de pension s'ils agissent eux-mêmes selon les meilleures pratiques.

La stratégie de durabilité ainsi que le reporting sur le statu quo et les progrès devraient être transparents et compréhensibles pour le public.



Documentation au sujet du développement d'une stratégie de placement durable :

- Target Setting Protocol de la Net Zero Asset Owner Alliance
- Net Zero Investment Framework Implementation Guide de l'IIGCC³³
- Global Investor Statement to Governments on Climate Change
- The Investor Agenda³⁴
- Paris Aligned Benchmark (PAB) de l'UE

³³ https://www.parisalignedinvestment.org/media/2021/03/PAll-Net-Zero-Investment-Framework_Implementation-Guide.pdf

³⁴ <https://theinvestoragenda.org/focus-areas/>

5.1 Recommandations spécifiques en ce qui concerne la protection des forêts

La déforestation détruit la biodiversité ainsi que les populations locales qui y vivent et **menace en fin de compte l'humanité dans son ensemble**. Ceci en particulier parce que les forêts jouent un rôle irremplaçable dans la lutte contre la crise climatique et que leur destruction émet des quantités énormes de gaz à effet de serre supplémentaires.

Il faut donc arrêter de détruire les forêts sur toute la planète. Il faut que leur reconstitution se fasse d'ici 2050 avec la participation et la protection des communautés autochtones. C'est à cause de cette urgence que la déforestation, la conservation et la reconstitution de forêts doivent être intégrées **dans la stratégie de durabilité et les directives de toutes les caisses de pension**.

Cette stratégie doit avoir comme but que toutes les entreprises investies contribuent à lutter contre la destruction des forêts et pour leur reconstitution. Les mesures choisies doivent avant tout conduire à ce qu'à **partir de 2025³⁵**, les entreprises qui exercent une forte pression sur les forêts du fait de leurs activités suivent **une stratégie de non-déforestation vérifiable** et qu'elles éliminent la déforestation de leurs chaînes d'approvisionnement.

Cela comprend la traçabilité de la chaîne d'approvisionnement, la prise d'influence sur les fournisseurs directs et indirects, ainsi que la mise en place de mécanismes de contrôle.

La stratégie forêt d'une caisse de pension devrait en outre avoir pour objectif que les entreprises dans lesquelles elle investit développent et distribuent des produits alternatifs qui abaissent la demande en matières premières à l'origine de la destruction de forêts (par exemple des alternatives à la viande). L'encouragement de modèles d'affaires qui proposent d'autres possibilités de revenus entre autres pour les producteurs d'huile de palme et les éleveurs contribuent à réduire la pression sur les forêts.

Une caisse de pension devrait utiliser **les possibilités suivantes** pour tendre vers ces objectifs :

- **Utilisations de tous les droits des propriétaires dans toutes les entreprises investies** (engagement, exercice du droit de vote etc. pour les normes, voir ci-dessus). Lorsque la caisse de pension ne peut pas assumer elle-même ses droits de propriétaire, elle doit s'assurer que son gestionnaire de fortune ou un autre prestataire le fait.
- **Investir dans des solutions / Impact investment.** Investissements dans des systèmes alimentaires qui protègent le climat et l'environnement (p.ex. alimentation à base végétale), ainsi que dans la protection de l'environnement et la reconstitution d'écosystèmes en protégeant et en respectant les droits des populations³⁶.
- **Allocation durable de capitaux** en privilégiant les entreprises qui n'ont pas de matières premières problématiques dans leurs chaînes d'approvisionnement.
- **Plaidoyer:** Prendre de l'influence sur les acteurs et les partenaires d'affaires, particulièrement les gestionnaires de fortune et autres prestataires pour que leurs actions contribuent à protéger et à reconstituer les forêts.

La caisse de pension devrait en fin de compte être **transparente** sur ses investissements dans des entreprises avec un risque élevé de déforestation. Elle devrait en outre publier sa stratégie et les mesures prévues pour supprimer la déforestation, et informer régulièrement sur les avancées effectuées.

Les caisses de pension qui ne peuvent pas appliquer les recommandations elles-mêmes devraient **les déléguer** à leur gestionnaire de fortune, à un pool d'engagement ou à d'autres prestataires de service. Elles devraient aussi s'assurer de leur mise en œuvre et la documenter.

³⁵ <https://accountability-framework.org/the-afi-recommends-a-target-date-of-2025-or-sooner-to-eliminate-deforestation-and-conversion-in-supply-chains/>. Et : The Science Based Targets initiative's Food, Land, and Agriculture (SBTi-FLAG) initiative will require that companies have no-deforestation commitments with a target date of 2025 or earlier for their FLAG target to be validated.

³⁶ Consulter à ce sujet le Global Canopy Deforestation Free Finance Roadmap <https://guidance.globalcanopy.org/roadmap/going-above-and-beyond/>



Documentation au sujet de la déforestation pour les investisseurs

- Ethos Engagement Paper – Déforestation. Ethos, 2021³⁷
- How to achieve Deforestation Free Pensions, Global Canopy³⁸
- The Accountability Framework: A common approach for ethical supply chains in agriculture & forestry³⁹
- Engage the Chain – Investor Guide to Deforestation & Climate Change. Ceres⁴⁰
- Certification is not a solution to deforestation. Greenpeace, 2021⁴¹
- Seeing the Forests for the Trees. A practical guide for financial institutions to take action against deforestation and conversion risks. WWF, 2022⁴²

³⁷ https://ethosfund.ch/sites/default/files/2021-09/EngagementPaper_Deforestation_FR.pdf

³⁸ <https://guidance.globalcanopy.org/dff-guidance/pension-funds/>

³⁹ <https://accountability-framework.org/>

⁴⁰ <https://engagethechain.org/investor-guide-deforestation-and-climate-change>

⁴¹ <https://www.greenpeace.org/international/publication/46812/destruction-certified/>

⁴² <https://www.dcffinance.org/>



6. CINQ EXEMPLES D'ENTREPRISES RESPONSABLES DE LA DESTRUCTION DE FORÊTS TROPICALES

Les entreprises cotées en bourse ne détruisent que rarement elles-mêmes des forêts tropicales. Mais certaines d'entre elles font particulièrement avancer la déforestation en accordant des crédits aux entreprises qui exploitent les forêts, en commercialisant leurs produits, en transformant ceux-ci et/ou en les vendant aux utilisateurs finaux. Bref, elles jouent un rôle très important dans la chaîne d'approvisionnement de produits qui provoquent la destruction de forêts tropicales à cause de directives insuffisantes ou d'une consommation excessive.

Cela concerne p.ex. l'huile de palme que les grossistes achètent sans trop en regarder la provenance et qui se retrouve ensuite dans des détergents de Procter & Gamble ou des sauces de Kraft. Ou du soja de cultures illégales servant à nourrir des bœufs tués dans des abattoirs industriels qui ne s'occupent pas de la provenance. Ou de chaînes de restauration rapide comme Burger King qui vendent cette viande en quantités excessives.

Greenpeace Suisse a accordé une attention particulière à 5 des 141 entreprises qui sont considérées comme particulièrement responsables de la destruction des forêts tropicales et qui se retrouvent dans les portefeuilles de presque toutes les caisses de pension suisses. Il s'agit de Bunge, un grossiste étasunien en matières premières, de JBS-Friboi, d'origine brésilienne et qui est une des principales transnationales de l'industrie de la viande, d'Amazon, le géant de la vente en ligne, de la Industrial and Commercial Bank of China et d'UBS, la principale banque suisse.



Bunge : grossiste en matières premières sans scrupule

Environ un tiers des forêts anciennes tropicales se trouve au Brésil. Et en même temps au Brésil, les forêts pluviales sont détruites plus que partout ailleurs. En 2021, plus de 40% des pertes de forêts anciennes tropicales ont eu lieu dans le plus grand Etat d'Amérique du Sud⁴³. C'est la savane du Cerrado qui disparaît le plus rapidement. Il s'agit d'une région forestière subtropicale entre la forêt pluviale d'Amazonie et la zone humide du Pantanal. Les ▶

⁴³ <https://news.mongabay.com/2022/04/2021-tropical-forest-loss-figures-put-zero-deforestation-goal-by-2030-out-of-reach/>



données de trase.finance montrent que Bunge, un grossiste étaunien en matières premières, est un des principaux acteurs de la destruction de ces hot spots écologiques⁴⁴. Au Brésil, Bunge achète surtout du soja qu'il vend à des clients sur toute la planète; il coordonne aussi le transport jusqu'à destination. Un suivi effectué entre mars 2019 et mars 2021 montre que la déforestation a doublé entre la 1^{ère} et la 2^e année dans la chaîne d'approvisionnement de Bunge. Bunge achète ainsi du soja chez SLC Agrícola, une entreprise impliquée ces dernières années dans de nombreux vols de terres et défrichages illégaux, tout en promettant le contraire⁴⁵. De nouveaux comptes rendus permettent de conclure qu'en 2022, Bunge poursuit les mêmes pratiques économiques⁴⁶.

Il n'est donc pas étonnant que par le passé, Bunge et d'autres géants des matières premières comme Cargill et Archer Daniels Midland (ADM) aient fait pression contre des règles plus strictes en matière de protection des forêts⁴⁷. Une étude effectuée en 2022 par l'ONG Mighty Earth, spécialisée dans ces recherches, montre à l'aide de photos satellites la façon dont les régions d'où vient le soja acheté par Bunge ont été transformées en quelques années en gigantesques monocultures. La forêt pluviale y a disparu⁴⁸.

Bunge fait partie de l'indice boursier MSCI World. La plupart des caisses de pension suisses investissent donc dans cette entreprise étaunienne.

JBS-Fribói : 77 000 bœufs abattus chaque jour

JBS-Fribói est un synonyme de la destruction de l'Amazonie. En 2021, le principal transformateur et producteur de viande de la planète a abattu 77 000 bœufs par jour⁴⁹. Cela fait plus de 28 millions d'animaux par année. Tendance à la hausse. JBS-Fribói achète ces bœufs par centaines de milliers chez des éleveurs qui les achètent eux-mêmes à des Fermiers-ères. Comme JBS-Fribói ne vérifie pas assez soigneusement ses chaînes d'approvisionnement, elle abat chaque année des centaines de milliers de bêtes qui ont pâture dans des zones déboisées illégalement en Amazonie. C'est en particulier ce que montrent des données provenant de l'Etat brésilien du Pará qui se trouve au milieu de l'Amazonie et qui fait partie des régions du Brésil ayant la plus forte déforestation. En 2017, les autorités chargées de la protection de l'environnement au Brésil ont infligé à JBS-Fribói une peine équivalente à plusieurs millions de francs pour avoir acheté 49 000 bœufs provenant d'une zone illégalement déboisée au Pará⁵⁰. Des procureurs brésiliens ont toutefois montré dans une enquête que cela n'a pas empêché JBS-Fribói d'acheter l'année suivante des bœufs provenant d'une zone équivalente. En 2020, ils sont arrivés à la conclusion qu'un tiers de tous les bœufs achetés par JBS-Fribói au Pará provient d'élevages présentant des «irrégularités» comme de la déforestation illégale⁵¹. JBS-Fribói a par ▶

⁴⁴ <https://trase.finance/entities/b7c1989f-8a2f-34ea-80e8-d5baa06291fb>

⁴⁵ <https://www.mightyearth.org/2021/04/28/mightyearths-new-monitoring-data-reveals-deforestation-connected-to-soy-trader-and-meatpackers-in-brazil-more-than-doubled-over-two-year-period/>

⁴⁶ <https://foe.org/news/caught-red-handed-reports/>

⁴⁷ <https://unearthed.greenpeace.org/2022/03/04/eu-deforestation-lobbying-cop26/>

⁴⁸ <https://stories.mightyearth.org/amazonfires2020/index.html>

⁴⁹ Chiffres 2021, s'ajoutent 101800 porcs et 18.8 mio poulets : <https://api.mziq.com/mzfilemanager/v2/d/043a77e1-0127-4502-bc5b-21427b991b22/89617df2-cf31-77d8-d102-c2dee83873fb?origin=1>

⁵⁰ <https://www.theguardian.com/environment/2020/feb/20/meat-company-faces-heat-over-cattle-laundering-in-amazon-supply-chain>

⁵¹ <https://www.reuters.com/business/sustainable-business/brazil-audit-finds-32-jbs-cattle-amazon-state-irregular-farms-2021-10-07/>

la suite déclaré ne pas disposer d'un système de vérification des fournisseurs indirects et que seuls les fournisseurs directs sont examinés. Il suffit donc d'une seule transaction pour que JBS-Friboi puisse acheter des bœufs provenant de régions déboisées illégalement. C'est ce que confirme en 2022 une grande enquête effectuée par l'ONG Mighty Earth qui montre que les surfaces déboisées pouvant être mises en relation avec JBS-Friboi ont même encore augmenté entre 2019 et 2021⁵².

Si les grands investisseurs se retirent progressivement de JBS-Friboi⁵³, le marché de la viande est toutefois suffisamment profitable pour pouvoir continuer à payer les amendes. Et JBS-Friboi n'est pas seulement en tête du marché de la viande au Brésil. Contrairement au marché du soja dont les grands groupes étasuniens ADM, Bunge et Cargill déterminent le marché brésilien, ce sont les géants brésiliens JBS-Friboi et Marfrig qui dominent le marché étasunien de la viande, et d'autres grands marchés⁵⁴. Ces groupes fournissent un énorme réseau de leurs propres marques dans le monde entier, ainsi que des supermarchés comme Carrefour et des chaînes de restauration rapide comme McDonald's et Burger King.

La déforestation massive a de graves conséquences pour le climat. En seulement 5 ans, les émissions de gaz à effet de serre dont JBS-Friboi est responsable ont augmenté de plus de 50%. Et ceci alors que l'entreprise veut atteindre la neutralité carbone d'ici 2040, comme elle l'a annoncé en 2021⁵⁵. Ce qui cloche avec cette promesse, c'est que JBS-Friboi n'a aucune stratégie pour atteindre cet objectif. Une étude de New Climate montre que l'entreprise ne certifie actuellement que 3% des environ 280 mégatonnes d'équivalent CO₂ qu'elle émet⁵⁶.

La plupart des caisses de pension suisses investissent dans l'empire de la viande de JBS-Friboi, car elle est référencée dans l'indice boursier de référence pour les pays émergents.



Amazon : la transnationale de la vente en ligne qui ne veut rien savoir

Amazon vend de presque tout. Sur la plate-forme de vente en ligne de la transnationale étasunienne, on trouve des produits comme des steaks de bœuf, des tables en acajou, de l'huile de palme en bidons de 5 litres et toutes sortes de produits en cuir. Le problème, c'est qu'Amazon a trop peu de directives et qu'elles sont insuffisantes pour assurer que leur production n'a pas provoqué la destruction de forêts tropicales⁵⁷. C'est à Amazon de l'assurer, car les clients·es ne peuvent pas le faire. Selon l'analyse Forest 500 de l'ONG Global Canopy, le géant étasunien fait partie des pires entreprises en ce qui concerne les directives internes. L'entreprise est de ce fait un eldorado pour les producteurs qui pillent les forêts de notre planète. Et aussi un eldorado pour les caisses de pension suisses, car Amazon fait partie des principales entreprises du monde et c'est la plus grande destructrice de forêts pluviales dans laquelle les caisses de pension suisses investissent. ▶

⁵² <https://www.mightyearth.org/2021/04/28/mightyearths-new-monitoring-data-reveals-deforestation-connected-to-soy-trader-and-meatpackers-in-brazil-more-than-doubled-over-two-year-period/>

⁵³ <https://www.theguardian.com/environment/2020/jul/28/investors-drop-brazil-meat-giant-jbs>

⁵⁴ <https://theecologist.org/2020/mar/30/jbs-destroying-amazon>

⁵⁵ <https://www.mightyearth.org/2022/04/21/investors-and-supermarkets-urged-to-drop-jbs-aftershock-rise-in-its-climate-emissions/>

⁵⁶ <https://newclimate.org/sites/default/files/2022/02/CorporateClimateResponsibilityMonitor2022.pdf>, pages 84–85.

⁵⁷ <https://forest500.org/rankings/companies/amazon>

Industrial and Commercial Bank of China : beaucoup d'argent, pas de directives

La Industrial and Commercial Bank of China est non seulement la principale banque chinoise, elle est aussi pour la 10^e fois la principale banque du monde en ce qui concerne le total de son bilan⁵⁸. Elle n'a pas de directives pour minimiser la destruction de forêts tropicales⁵⁹. Ces dernières années, elle a par conséquent surtout financé en grand des entreprises de Chine et d'Asie du Sud-Est actives en particulier dans l'huile de palme et le soja. Par exemple le géant chinois du soja COFCO (avec au moins USD 900 millions), le Sinar Mas Group indonésien (avec au moins USD 800 mio) qui est un des principaux groupes indonésiens commercialisant de l'huile de palme et aussi le Royal Eagle Group de Singapour (avec au moins USD 600 mio) qui commercialise aussi de grandes quantités d'huile de palme⁶⁰. Ces trois entreprises ne disposent pas non plus d'assez de directives pour empêcher la destruction de forêts tropicales par leurs fournisseurs⁶¹. En Asie du Sud-Est, la destruction de forêts tropicales est la plus avancée de la planète⁶² et le financement de ces entreprises soutient cette évolution. Les caisses de pension suisses investissent dans la Industrial and Commercial Bank of China, car elle a une des meilleures positions de l'indice boursier des pays émergents.

UBS : mauvaises connexions avec le Brésil

UBS est la principale banque suisse et un des principaux investisseurs dans le soja brésilien⁶³. La raison en est qu'avec un demi-milliard de dollars étasuniens (USD), UBS est le 7^e plus important investisseur dans Bunge, le géant éta-

sunien des matières premières⁶⁴, qui fait partie des principaux promoteurs de la destruction des forêts au Brésil, comme le montre un rapport établi par l'ONG Mighty Earth (voir analyse ci-dessus)⁶⁵. Cette forte participation permettrait à la banque de pousser l'entreprise dans une direction plus durable. Elle déclare essayer de le faire et elle lui certifie depuis 2019 un meilleur suivi de la chaîne d'approvisionnement en ce qui concerne les droits de la personne humaine et la biodiversité⁶⁶. C'est une raison suffisante pour qu'UBS s'autocongratule. Mais durant la même période, Mighty Earth répertorie une augmentation de 400% des surfaces forestières détruites au Brésil par les fournisseurs de Bunge. Comment UBS arrive-t-elle donc à ses conclusions ? On attend toujours la réponse, car la banque ne fournit pratiquement pas d'informations sur son processus d'engagement concret. Cela a conduit la coalition Forest & Finance à accorder 0/10 point à la transparence dans le processus d'engagement de la banque⁶⁷.

Le fait qu'UBS a placé les actions de Bunge dans 2 fonds qui portent explicitement la désignation « socially responsible » montre qu'elle considère Bunge comme une entreprise durable malgré l'énorme augmentation de la déforestation dans sa chaîne d'approvisionnement⁶⁸.

Bunge n'est pas le seul flux financier controversé d'UBS. En 2021, elle a aussi financé par plus de CHF 60 mio l'entreprise agroalimentaire brésilienne Marfrig qui est étroitement liée à l'élevage de bétail en Amazonie et donc à la déforestation illégale qui s'y pratique⁶⁹. Le Sinochem Group⁷⁰ est un autre créancier de longue date d'UBS qui est actif en Asie du Sud-Est et en Afrique équatoriale à travers sa filiale Halcyon Agri, le principal producteur de caoutchouc de la planète qui pour cultiver cette matière première détruit de grandes surfaces forestières et en expulse les habitants-es⁷¹. Depuis 2016, UBS a prêté plus de CHF 100 mio à cette entreprise⁷². UBS a aussi investi dans JBS-Fribói, la transnationale de la viande. Une vérification faite au hasard a montré qu'elle n'y exerce pas son droit de vote⁷³.

⁵⁸ <https://go.snapapp.com/Top-Global-Banks-2021>

⁵⁹ <https://forest500.org/rankings/financial-institutions/industrial-and-commercial-bank-china>

⁶⁰ <https://forestsandfinance.org/bank-profile/?bank=Industrial%20and%20Commercial%20Bank%20of%20China>

⁶¹ Forest500

⁶² https://d5i6is0eze552.cloudfront.net/documents/Publikasjoner/Andre-rapporter/RF_StateOfTheRainforest_2020.pdf?mtime=20210505115205

⁶³ <https://trase.finance/financiers/96b0d89f-8fb1-3930-a0aa-ec9b35e02a45#overview>

⁶⁴ Refinitiv

⁶⁵ <https://www.mightyearth.org/2021/04/28/mighty-earths-new-monitoring-data-reveals-deforestation-connected-to-soy-trader-and-meatpackers-in-brazil-more-than-doubled-over-two-year-period/>

⁶⁶ https://www.ubs.com/global/en/assetmanagement/capabilities/sustainable-investing/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_1064935/col3/linklist/link_copy1349546124.file/PS9jb250ZW50L2RhS9hc3NldHMvYXNzZXQtWFuYWdlbVVudCtyZWltYWdpbmVkl2dsb2JhbC9jYXBhYmlsaXRpZXMvc3VzdGFpbmFiaWxpdHkvZG9jL2VzZyIzdGV3YXJkc2hpCc1hbmc5YWwtcmVwb3J0LnBkZg==/esg-stewardship-annual-report.pdf

⁶⁷ <https://forestsandfinance.org/bank-profile/?bank=UBS>

⁶⁸ Par exemple l'ETF "UBS ETF (LU) MSCI USA Socially Responsible UCITS ETF (hedged to EUR) A-dis

⁶⁹ <https://forestsandfinance.org/bank-profile/?bank=UBS>

⁷⁰ <https://forestsandfinance.org/data/>

⁷¹ <https://infocongo.org/en/as-chinese-plantations-expand-communities-wildlife-feel-the-pressure/>

⁷² <https://forestsandfinance.org/bank-profile/?bank=UBS>

⁷³ UBS : <https://vds.issgovernance.com/vds/#/MjU0/>

7. VOICI CE QUE PEUVENT FAIRE LES ASSURÉS·ES

L'argent que les caisses de pension investissent appartient aux assurés·es. C'est le fruit de leur travail. Elles et ils ont donc un droit légitime à ce que les institutions de prévoyance gèrent cet argent de façon à préserver leurs conditions d'existence et celles des générations futures.

Les assurés·es peuvent et devraient exprimer clairement ce droit à l'égard de leur caisse de pension. Et comme en Suisse, elles et ils ne peuvent pas choisir librement leur caisse de pension, elles et ils devraient exprimer ce droit à l'égard de leur employeur qui est responsable du choix de la caisse de pension.

Voici ce que les assurés·es peuvent revendiquer à l'égard de leur caisse de pension

1. Etablir la transparence sur la durabilité effective : d'ici fin 2022. La caisse de pension doit mettre en œuvre une transparence complète sur sa stratégie de placement et sur sa durabilité :

- Quels sont les principes selon lesquels elle investit le capital et comment cela contribue-t-il à ce que les entreprises, les projets et les États dans lesquels elle investit deviennent durables ? Comment assure-t-elle que cela vise l'objectif d'un réchauffement climatique maximal de 1.5°C ?
- Quels sont les efforts d'engagement entreprises auprès de quelles entreprises et lesquels de ces efforts sont-ils délégués à des gestionnaires de fortune ou des pools d'engagement ou d'autres initiatives d'investisseurs ?
- Comportement lors de votations : chez quelles entreprises et avec quels objectifs en matière de durabilité, les caisses de pension ou leurs gestionnaires de fortune exercent-elles leur droit de vote ?
- Quels sont les investissements directs que la caisse de pension fait dans des solutions de durabilité (p. ex. production d'énergie durable) ? Comment explique-t-elle leur efficacité ?
- A quel rythme la caisse de pension décarbone-t-elle ses propres biens immobiliers ?

- Comment la caisse de pension s'engage-t-elle dans des associations, des organisations, en politique et dans le dialogue avec les fournisseurs pour encourager un développement durable ?

2. Engagement à l'égard d'une stratégie de durabilité effective : d'ici mi-2023. La caisse de pension doit s'engager à établir une stratégie de durabilité dans les domaines d'activité suivants (détails au chapitre 5).

- Orientation complète du portefeuille vers la durabilité dans le but d'encourager la durabilité de l'économie dans son ensemble. Pour ce faire, il faut d'urgence viser la décarbonation des entreprises et des États auprès desquels des investissements sont effectués pour respecter les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et aussi reconstituer la biodiversité.
- Une propriété active par l'engagement et le vote. Toutes les entreprises investies doivent être amenées à s'engager et à agir de façon durable selon les meilleures pratiques par l'application conséquente des droits des propriétaires (change or divest).
- Investissements dans des solutions durables dans le cadre fixé par la législation (impact investment) et décarbonation des installations et propriétés immobilières détenues.
- Advocacy & prise d'influence : Engagement en politique, dans les associations et auprès des fournisseurs pour l'encouragement d'un développement durable.

Les assurés·es qui souhaitent s'engager pour une prévoyance professionnelle durable trouvent plus d'aide et d'inspiration sur le site internet de Greenpeace Suisse :

greenpeace.ch/fr/pensions4future



ANNEXE

Détails concernant la méthodologie

a. Estimations concernant la structure de la fortune des caisses de pension suisses

Fin 2021, la Suisse comptait 1'514 caisses de pension avec des bilans totalisant au moins CHF 1222 milliards⁷⁴. Selon une étude de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP), un petit tiers était investi dans des actions (31.1%), le reste principalement dans des obligations (32.2%), dans l'immobilier (21.7%) et dans des investissements qualifiés d'alternatifs (7.2%)⁷⁵. Le présent rapport de Greenpeace Suisse tient compte uniquement des investissements en actions. Dans l'étude de la CHS PP, elles sont libellées en Actions suisses (9.8%), Actions pays industrialisés (17.2%) et Actions pays émergents (4.1%)⁷⁶.

En 2021, 163 caisses se répartissaient 80% des fonds de prévoyance gérés en Suisse. Plus de 1350 caisses se répartissent les 20% restants⁷⁷. La répartition en fonction des régions d'investissement entre actions suisses, pays industrialisés et pays émergents des 163 caisses a été faite « à la main » pour autant que les rapports d'activité fournissent les informations nécessaires. Sauf indication contraire, ce sont les chiffres moyens du rapport de la CHS PP qui ont été utilisés. Il en va de même des autres 1350 caisses. Il est important de le noter, car les répartitions entre régions d'investissement peuvent fortement fluctuer.

b. Estimation des investissements de certaines caisses de pension

L'estimation se base sur le principe que les caisses de pension investissent en moyenne autour des indices boursiers les plus répandus de la région. Une estimation des investissements détaillés par caisse a été faite sur les calculs concernant l'allocation régionale de capital (point a.) à l'aide de l'indice boursier pour la Suisse (Swiss Performance Index, SPI), pour les pays industrialisés (MSCI World) et les pays émergents (MSCI EM). S'agissant d'une estimation, ces valeurs ont été résumées en ordre de grandeur très conservateurs (plus de CHF 50 mio, plusieurs CHF mio etc.).

c. Risque de déforestation

Pour estimer le risque de déforestation constitué par les entreprises investies, ce risque a été évalué pour les 80% d'entreprises les plus grandes en fonction de chacun des indices. Les policy-assessments de Forest500⁷⁸ et de Forest & Finance⁷⁹ y ont été appliqués.

Forest500 examine la chaîne d'approvisionnement en matières premières et en produits des 350 plus grandes entreprises pour identifier les forêts tropicales qu'elles menacent. La part de marché et la position stratégique qu'occupent les entreprises de ces chaînes d'approvisionnement ont été particulièrement importantes pour la sélection⁸⁰. Forest500 examine aussi les 150 principaux instituts financiers qui financent ces 350 entreprises⁸¹.

L'étude de Forest500 comprend aussi 32 États qui disposent des plus grandes surfaces de forêts tropicales restantes et subissent simultanément les plus grandes pertes de surfaces⁸². ▶

⁷⁴ https://www.oak-bv.admin.ch/inhalte/Themen/Erhebung_finanzielle_Lage/2021/Rapport_sur_la_situation_financiere_des_institutions_de_prevoyance_2021.pdf, page 4

⁷⁵ Idem, page 34

⁷⁶ Idem, page 34

⁷⁷ <https://www.klima-allianz.ch/klima-rating/>

⁷⁸ <https://forest500.org/rankings/companies> et <https://forest500.org/rankings/financial-institutions>

⁷⁹ <https://forestsandfinance.org/bank-policies/>

⁸⁰ https://forest500.org/sites/default/files/2020_company_selection_methodology_0.pdf

⁸¹ https://forest500.org/sites/default/files/2020_financial_institution_selection_methodology_0.pdf

⁸² https://forest500.org/sites/default/files/2020_country_selection_methodology_0.pdf

Forest & Finance a identifié plus de 300 entreprises clés du « tropical forest-risk sector » et examiné les flux financiers qu'elles obtiennent de la part d'investisseurs et de banques⁸³. Forest & Finance a ensuite évalué les directives des principaux investisseurs et banques en fonction de leur risque de déforestation⁸⁴ et publié cette évaluation dans une base de données⁸⁵.

d. Détermination de la valeur limite

Ni Forest500 ni Forest & Finance ne prescrivent de valeur limite à partir de laquelle les entreprises et les instituts financiers réduisent de façon significative le risque de destruction de forêts tropicales. Une approche 2/3 a été choisie après consultation de spécialistes. Elle a permis de définir que des entreprises exercent une forte pression sur les forêts tropicales lorsqu'elles obtiennent un score de moins de 66% dans une des 2 bases de données mentionnées ci-dessus (Forest500 et Forest & Finance).

e. Estimation conservatrice

Le présent rapport constitue une estimation conservatrice. Seuls ont été pris en compte les investissements dans les actions des entreprises les plus exposées à la destruction de forêts tropicales et qui ne disposent pas d'assez de directives pour réduire ce risque.

Ne sont pas pris en compte :

– tous les investissements dans des emprunts ou dans des investissements alternatifs à cause du manque de données. Cela signifie que 68.9% des fonds gérés par les caisses de pension suisses ne sont pas inclus dans cette estimation, ils ont de ce fait un risque de déforestation de 0. La prise en compte des obligations de sociétés donnerait une estimation bien plus haute, car elles constituent une part importante des investissements des caisses de pension suisses dans l'ensemble et proviennent pour une large part des mêmes entreprises qui exercent une forte pression sur les forêts tropicales. Comme en Suisse les investissements obli-

gataires ne sont certifiés que dans quelques cas en fonction d'obligations d'État ou d'entreprise, ces investissements n'ont pas été pris en compte.

- Les entreprises et les instituts financiers dont les chaînes d'approvisionnement sont fortement exposées à la destruction de forêts tropicales, mais qui ont de meilleures directives (< 66% dans F500 ou F&F) et font donc des efforts pour réduire ce risque. Ces dernières années, il a toutefois pu être prouvé qu'elles importent des matières premières de régions à risques.
- Les investissements dans des entreprises qui encouragent la déforestation hors des tropiques. Ceci du fait d'un manque de données.

f. Calcul des investissements par assuré moyen (CHF 40 000)

– Le calcul des investissements par assuré moyen est basé sur le salaire médian suisse d'environ CHF 80 000 par an. Avec une contribution minimale obligatoire de 500% (Art. 16 LPP, indications calculées sur toute la durée de l'employabilité), cela donne un montant minimal médian de CHF 400 000. De nombreuses personnes employées en Suisse versent toutefois beaucoup plus à leur caisse de pension que le montant minimal. Il n'y a pas de chiffre officiel concernant ces montants excédentaires. Les spécialistes considèrent toutefois qu'il faut multiplier le montant minimal par 2 ou 3. Le facteur conservateur 2 a été utilisé pour obtenir un rapprochement du revenu médian (et pas moyen), car ce sont en particulier les hauts revenus qui versent plus. Cela donne un capital médian de CHF 800 000 que les Suisses et les Suissesses ont économisé dans leur 2e pilier à la fin de leur vie de travail. Ce qui fait une somme de CHF 40 000, car ce sont en moyenne 16.6% du portefeuille d'action ou 5% de l'ensemble du portefeuille des caisses de pension suisses qui sont investis dans des entreprises qui exercent une forte pression sur les forêts.

⁸³ <https://forestsandfinance.org/wp-content/uploads/2020/08/Forests-Finance-financial-research-methodology-01Sep2020.pdf>

⁸⁴ <https://forestsandfinance.org/wp-content/uploads/2021/05/Forests-Finance-2021-Policy-Assessment-Methodology-210522.pdf>

⁸⁵ <https://forestsandfinance.org/bank-policies/>

Liste de toutes les entreprises analysées pour leur risque élevé de déforestation

Nom	Indice boursier	Estimation des investissements des caisses de pension (en CHF)	Score Forest500 des entreprises (en %)	Score Forest500 des institutions financières (en %)	Score F&F des institutions financières (en %)
AMAZON.COM INC	MSCI World	4,092,281,594	20		
JOHNSON & JOHNSON	MSCI World	1,715,638,492	53		
BERKSHIRE HATHAWAY INC	MSCI World	1,515,030,337		0	2
PROCTER & GAMBLE CO	MSCI World	1,401,971,084	52		
JPMORGAN CHASE & CO	MSCI World	1,270,028,860		26	49
HOME DEPOT INC	MSCI World	1,129,738,247	21		
BANK OF AMERICA CORP	MSCI World	946,711,563		16	32
PEPSICO INC	MSCI World	854,893,060	65		
WALMART INC	MSCI World	846,398,834	41		
COSTCO WHOLESALE CORP	MSCI World	842,610,092	32		
SHELL PLC	MSCI World	763,837,255	28		
MCDONALD'S CORP	MSCI World	677,435,847	50		
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON SE	MSCI World	661,906,053	43		
WELLS FARGO & CO	MSCI World	626,935,723	8		
NIKE INC	MSCI World	572,384,710	28		
ROYAL BANK OF CANADA	MSCI World	529,467,165		9	
LOWE'S COMPANIES INC	MSCI World	480,274,803	24		
TORONTO-DOMINION BANK	MSCI World	474,972,769		8	26
HSBC HOLDINGS PLC	MSCI World	463,036,832		40	52
COMMONWEALTH BANK OF AUSTRALIA	MSCI World	453,814,888		24	28
GLAXOSMITHKLINE PLC	MSCI World	407,277,670	41		
TARGET CORP	MSCI World	400,853,289	38		
MORGAN STANLEY	MSCI World	398,652,796		17	33
GOLDMAN SACHS GROUP INC	MSCI World	373,206,936		25	51
CITIGROUP INC	MSCI World	351,124,381		23	53
CHARLES SCHWAB CORP	MSCI World	346,831,936		0	0
BLACKROCK INC	MSCI World	341,376,530		7	1
ALLIANZ SE	MSCI World	337,446,073		14	15
L'OREAL SA	MSCI World	331,384,674	47		
MONDELEZ INTERNATIONAL INC	MSCI World	325,476,423	43		
STARBUCKS CORP	MSCI World	316,292,740	28		
3M CO	MSCI World	300,101,586	43		
BANK OF NOVA SCOTIA	MSCI World	277,798,950		6	5
NATIONAL AUSTRALIA BANK LTD	MSCI World	274,820,574		6	
TJX COMPANIES INC	MSCI World	265,056,805	7		
MITSUBISHI UFJ FINANCIAL GROUP INC	MSCI World	255,498,396		42	51
PNC FINANCIAL SERVICES GROUP INC	MSCI World	253,722,003		0	
US BANCORP	MSCI World	245,509,432		4	
TRUIST FINANCIAL CORP	MSCI World	232,209,935		0	
GLENCORE PLC	MSCI World	225,944,731	39		
WESTPAC BANKING CORP	MSCI World	223,412,302		32	52
COLGATE-PALMOLIVE CO	MSCI World	222,239,836	62		
ESTEE LAUDER COMPANIES INC	MSCI World	221,256,953	41		
UBS GROUP AG	MSCI World	221,249,591		30	32
BNP PARIBAS SA	MSCI World	211,671,288		57	41
RELX PLC	MSCI World	208,342,660	28		
RECKITT BENCKISER GROUP PLC	MSCI World	200,715,025	55		

AUSTRALIA AND NEW ZEALAND BANKING GROUP LTD	MSCI World	199,544,057		24	
BANCO SANTANDER SA	MSCI World	185,650,792		13	35
ARCHER-DANIELS-MIDLAND CO	MSCI World	182,721,146	54		
MACQUARIE GROUP LTD	MSCI World	182,718,402		1	12
BASF SE	MSCI World	176,849,776	46		
AMERICAN INTERNATIONAL GROUP INC	MSCI World	174,504,535		0	0
METLIFE INC	MSCI World	172,351,574		0	
KIMBERLY-CLARK CORP	MSCI World	168,441,146	41		
MITSUBISHI CORP	MSCI World	163,350,407	24		
DBS GROUP HOLDINGS LTD	MSCI World	161,399,173		24	45
GENERAL MILLS INC	MSCI World	154,743,030	47		
PRUDENTIAL FINANCIAL INC	MSCI World	150,834,171		0	5
SUMITOMO MITSUI FINANCIAL GROUP INC	MSCI World	146,919,810		38	
LLOYDS BANKING GROUP PLC	MSCI World	146,528,556		17	
KERING SA	MSCI World	145,349,994	55		
DANONE SA	MSCI World	143,010,822	55		
MITSUI & CO LTD	MSCI World	141,634,179	22		
ADIDAS AG	MSCI World	139,482,105	25		
MANULIFE FINANCIAL CORP	MSCI World	138,314,117		3	15
KROGER CO	MSCI World	138,117,074	28		
ING GROEP NV	MSCI World	136,944,014		27	62
ALLSTATE CORP	MSCI World	134,983,330		0	
BANCO BILBAO VIZCAYA ARGENTARIA SA	MSCI World	126,960,202		30	55
SEVEN & I HOLDINGS CO LTD	MSCI World	125,204,871	12		
YUM! BRANDS INC	MSCI World	124,619,354	48		
DUPONT DE NEMOURS INC	MSCI World	124,421,158	39		
WOOLWORTHS GROUP LTD	MSCI World	124,417,420	35		
BANK OF NEW YORK MELLON CORP	MSCI World	124,024,460		0	7
INTESA SANPAOLO SPA	MSCI World	122,270,303		8	
PRUDENTIAL PLC	MSCI World	119,532,678		0	5
HERSHEY CO	MSCI World	118,351,543	46		
NEA BANK ABP	MSCI World	117,568,970		45	
KONINKLIJKE AHOLD DELHAIZE NV	MSCI World	113,859,496	31		
BARCLAYS PLC	MSCI World	113,076,429		34	41
OVERSEA-CHINESE BANKING CORPORATION LTD	MSCI World	109,552,856		18	19
AMERIPRISE FINANCIAL INC	MSCI World	108,774,632		0	
KONINKLIJKE DSM NV	MSCI World	108,772,912	30		
MIZUHO FINANCIAL GROUP INC	MSCI World	108,771,652		27	38
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN SA	MSCI World	107,991,221	28		
SUN LIFE FINANCIAL INC	MSCI World	106,228,747		0	5
KRAFT HEINZ CO	MSCI World	105,642,485	26		
T ROWE PRICE GROUP INC	MSCI World	101,925,481		0	7
OLD DOMINION FREIGHT LINE INC	MSCI World	99,381,551	37		
UNITED OVERSEAS BANK LTD	MSCI World	97,229,743		31	58
KKR & CO INC	MSCI World	96,642,830		0	
TESCO PLC	MSCI World	96,252,299	42		
FIFTH THIRD BANCORP	MSCI World	93,512,310		0	
FAST RETAILING CO LTD	MSCI World	90,183,873	24		
UBS GROUP AG	SPI	3,961,535,910		30	32
CREDIT SUISSE GROUP AG	SPI	1,201,349,768		36	59

CHOCOLADEFABRIKEN LINDT & SPRUENGLI AG ORD	SPI	773,471,795	33		
CHOCOLADEFABRIKEN LINDT & SPRUENGLI AG	SPI	764,633,152	33		
CHINA CONSTRUCTION BANK CORP	MSCI Emerging Markets	459,377,981		10	5
ICICI BANK LTD	MSCI Emerging Markets	312,866,006		0	2
INDUSTRIAL AND COMMERCIAL BANK OF CHINA LTD	MSCI Emerging Markets	219,907,765		0	2
BANK OF CHINA LTD	MSCI Emerging Markets	201,350,483		0	2
BANK CENTRAL ASIA TBK PT	MSCI Emerging Markets	195,389,509			27
CHINA MERCHANTS BANK CO LTD	MSCI Emerging Markets	193,644,098			2
FIRST ABU DHABI BANK PJSC	MSCI Emerging Markets	181,081,543			0
ITAU UNIBANCO HOLDING SA	MSCI Emerging Markets	177,156,662		10	
BANCO BRADESCO SA	MSCI Emerging Markets	144,503,080		0	1
BANK RAKYAT INDONESIA (PERSERO) TBK PT	MSCI Emerging Markets	140,303,480		0	25
LI NING CO LTD	MSCI Emerging Markets	130,732,614	10		
FUBON FINANCIAL HOLDING CO LTD	MSCI Emerging Markets	129,047,744			42
CHINA MENNIU DAIRY CO LTD	MSCI Emerging Markets	109,229,783	18		
MEGA FINANCIAL HOLDING CO LTD	MSCI Emerging Markets	103,753,990			7
PUBLIC BANK BHD	MSCI Emerging Markets	102,206,146		0	5
CHINA RESOURCES LAND LTD	MSCI Emerging Markets	95,122,888	1		
E.SUN FINANCIAL HOLDING CO LTD	MSCI Emerging Markets	88,434,347			21
KOTAK MAHINDRA BANK LTD	MSCI Emerging Markets	81,547,211		6	
STATE BANK OF INDIA	MSCI Emerging Markets	73,729,592		0	2
HANA FINANCIAL GROUP INC	MSCI Emerging Markets	73,026,995			2
UNI-PRESIDENT ENTERPRISES CORP	MSCI Emerging Markets	70,400,950	8		
BANK MANDIRI (PERSERO) TBK PT	MSCI Emerging Markets	65,247,641		10	28
TAIWAN COOPERATIVE FINANCIAL HOLDING CO LTD	MSCI Emerging Markets	64,220,204			5
MALAYAN BANKING BHD	MSCI Emerging Markets	62,904,201		14	
AGRICULTURAL BANK OF CHINA LTD	MSCI Emerging Markets	62,013,123		6	0
CHINA MERCHANTS BANK CO LTD	MSCI Emerging Markets	60,473,958			2
ASTRA INTERNATIONAL TBK PT	MSCI Emerging Markets	59,018,201	59		
SUZANO SA	MSCI Emerging Markets	55,087,940	60		
CIMB GROUP HOLDINGS BHD	MSCI Emerging Markets	53,212,311		17	29

TAISHIN FINANCIAL HOLDING CO LTD	MSCI Emerging Markets	48,060,446			0
HUA NAN FINANCIAL HOLDINGS CO LTD	MSCI Emerging Markets	47,965,238			0
CITIC LTD	MSCI Emerging Markets	41,596,604			0
BANCO BTG PACTUAL SA	MSCI Emerging Markets	41,079,287		11	9
BANCO DO BRASIL SA	MSCI Emerging Markets	39,205,774		30	39
BANK OF COMMUNICATIONS CO LTD	MSCI Emerging Markets	37,846,427		0	2
JBS SA	MSCI Emerging Markets	36,207,494	42		
BANCO BRADESCO SA	MSCI Emerging Markets	34,944,625			1
PING AN INSURANCE GROUP CO OF CHINA LTD	MSCI Emerging Markets	33,819,937			7
GRUPO BIMBO SAB DE CV	MSCI Emerging Markets	30,541,567	37		
WANT WANT CHINA HOLDINGS LTD	MSCI Emerging Markets	29,838,006	10		
BANK NEGARA INDONESIA (PERSERO) TBK PT	MSCI Emerging Markets	27,356,342		11	2
AMOREPACIFIC CORP	MSCI Emerging Markets	27,027,736	32		



GREENPEACE

Impressum

Les caisses de pension, la déforestation et la crise climatique

Greenpeace Suisse, août 2022

Auteurs : Peter Haberstich (Greenpeace Suisse) sur la base de recherches, de calculs et de textes d'Olivier Christe et Jacob Geuder (Data Catering, Bâle)

Relecture : Yvonne Anliker

Traduction en français : Clément Toluoso

Mise en page : Franziska Neugebauer

Illustration : Pia Bublies (p.15)

Photos : Christian Braga / Greenpeace (Coverfoto, p.2), Victor Moriyama / Amazônia em Chamas (p.2), Daniel Beltrá / Greenpeace (p.4, p.8, p.17, p.24), Jurnasyanto Sukarno / Greenpeace (p.5), Rodrigo Baléia / Greenpeace (p.7), Richard Swansborough / Greenpeace, David Tesinsky / Greenpeace, Bruno Kelly / Greenpeace (p.8, S.11), Denisa Šterbová / Greenpeace (p.10, S.13), Ulet Ifansasti / Greenpeace (p.12, S.25), Marizilda Cruppe / Greenpeace (p.16), Markus Mauthe / Greenpeace (p.21), Mark Linneman / Greenpeace (p.23), Ricardo Funari / Lineair / Greenpeace (p.26), Yender Gonzalez / Unsplash, sur cette page : Martin Katz / Greenpeace

Greenpeace Suisse, Badenerstrasse 171, Case postale 9320, CH-8036 Zurich
suisse@greenpeace.org

Greenpeace finance son travail de défense de l'environnement uniquement par des dons de personnes physiques et de fondations.

www.greenpeace.ch/fr/agir/dons/

Compte pour les dons : IBAN CH07 0900 0000 8000 6222 8